

Mairie de Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/1167-la-sante-financiere-des-etats>

# La santé financière des Etats

- Thèmes généraux - Politique générale - Règne de Sarko Premier - An I - 2007 -

Date de mise en ligne : dimanche 7 février 2010  
Mise à jour le : lundi 22 février 2010

## **Description :**

Les Bourses du monde allaient bien, elles faisaient d'énormes profits. La bulle gonfla, gonfla, au point qu'elle creva. Crise mondiale, des milliers de salariés mis au chômage. Mais les Etats interviennent au secours des banques et de l'automobile. Les banques vont bien, très bien. Elles font d'énormes profits. Comme avant. Seuls les milliers de salariés restent au chômage Mais pour financer la (...)

---

**Journal La Mée Châteaubriant**

---

### Sommaire

- [La crise économique toujours](#)
- [Va te faire voir chez les \(...\)](#)
- [Grrre....ouille !](#)
- [Le paradoxe des parasites](#)
- [Comment faire une bonne \(...\)](#)

Ecrit le 10 janvier 2010

## La crise économique toujours menaçante

Les Bourses du monde allaient bien, elles faisaient d'énormes profits. La bulle gonfla, gonfla, au point qu'elle creva. Crise mondiale, des milliers de salariés mis au chômage.

Mais les Etats interviennent au secours des banques et de l'automobile. Les banques vont bien, très bien. Elles font d'énormes profits. Comme avant. Seuls les milliers de salariés restent au chômage

Mais pour financer la bonne santé des banques, les Etats se sont endettés, et les banques s'inquiètent. Les « *agences de notation* » infligent une mauvaise note aux pays européens (Grèce, Italie, Espagne, et peut-être la France, demain). Le coût de l'argent s'envole. Cela attire les investisseurs qui spéculent et ont tout à gagner à la situation actuelle. Mais des milliers de salariés supplémentaires sont mis au chômage.

Les Etats sont très endettés, trop endettés. Il faut faire des économies. Pas question d'imposer les banques, et les profits des spéculateurs. En avril, après les Régionales, en France, nous aurons un super-plan de rigueur. Et de nouveaux salariés seront mis au chômage.

Lors du G20, en avril 2009 à Londres, il a été question de moraliser le capitalisme. A Davos, début février 2010, N. Sarkozy a eu des mots très durs. dénonçant "les profits exorbitants de la finance", "un capitalisme dans lequel il était devenu normal de jouer avec l'argent des autres", "des rémunérations sans rapport avec le mérite", une "pression spéculative" qui enrichit les uns et appauvrit les autres, des banquiers qui ne font plus leur métier... Ah oui, elle est bien terrorisée la finance spéculatrice... ! c'en était fini de la spéculation dictant sa loi et faisant tomber tout le monde. On va voir ce qu'on va voir !

Mais on ne voit que les profits qui grimpoient et les politiques qui merdoient. Et dans les chaumières, les chômeurs qui désespéroient ...

---

[\[local/cache-vignettes/L15xH15/flechejpg-989812-32310.jpg\] Haut de page](#)

Ecrit le 24 février 2010

## Va te faire voir chez les Grecs

En septembre dernier, après la réunion du G20 à Pittsburgh, Sarkozy criait victoire : le capitalisme était moralisé, la finance était régulée. La crise qui frappe aujourd'hui la zone euro montre à quel point ces déclarations n'étaient que fanfaronnades. Les Etats ont, en 2008 et 2009, émis des milliers de milliards d'euros pour soutenir les spéculateurs et éviter que l'économie mondiale ne s'effondre. Les dettes publiques ont, du même coup, atteint des sommets. Aujourd'hui, ces mêmes spéculateurs utilisent les liquidités illimitées mises à leur disposition par les Etats pour attaquer ces mêmes Etats, particulièrement ceux qu'ils estiment fragilisés par l'importance de leur dette publique. Voilà pour la moralisation du capitalisme.

Les agences de notation, les fonds spéculatifs, les produits dérivés avaient accéléré la crise des « *subprimes* ». Ce sont ces mêmes agences de notations, ces mêmes fonds spéculatifs, ces mêmes produits dérivés qui ont déclenché la crise de l'euro. Voilà pour la régulation du capitalisme.

En exigeant de la Grèce qu'elle réduise ses déficits publics de 4 % en une seule année et de près de 9 % en 3 ans, les 27 dirigeants de l'Union européenne viennent de donner satisfaction aux spéculateurs. C'est ce qu'ils appellent « *soutenir la Grèce* ».

Ce soutien consiste à exiger de la Grèce qu'elle fasse payer les frais de la crise, (dont les spéculateurs portent l'entière responsabilité), aux salariés grecs : recul de deux ans de l'âge de départ en retraite, gel des salaires des fonctionnaires, baisse de 10 % des primes, diminution de 30 % des heures supplémentaires, arrêt total des embauches, nouvelles taxes sur les carburants et augmentation de la TVA !

Une telle cure d'austérité a toutes les chances de provoquer une grave récession en Grèce et d'aboutir à l'inverse de

l'effet souhaité mais qu'importe : les spéculateurs exigent, il faut leur donner satisfaction. Cet aplatissement de l'Union européenne devant les spéculateurs ne peut que les encourager. Demain ce sera le Portugal, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie ou la France dont les déficits publics ne sont pas très éloignés de ceux de la Grèce, qui seront dans leur collimateur.

## Grrre....ouille !

Le scorpion demande à la grenouille de l'emmener sur son dos pour traverser le fleuve. « - *Ah, non, lui dit celle-ci, tu vas me piquer* ». « - *Non, répond le scorpion, je te l'assure* ». La grenouille prend le scorpion, et celui-ci la pique au milieu du fleuve. Ils vont mourir tous les deux. « *Mais enfin pourquoi as-tu fait cela ?* », lui demande la grenouille. « *C'est plus fort que moi, je n'ai pas pu m'en empêcher* » répond le scorpion.

L'histoire est celle des Etats et des marchés. Celle des spéculateurs rapaces et des régulateurs naïfs. Les Etats dirigés par les néolibéraux ont aidé les banquiers et banqueroutiers, et puis les banquiers ne peuvent s'empêcher de les couler comme ils le font avec les Etats grecs, espagnols et portugais. Le capitalisme ne peut s'empêcher de faire le mal, scorpion il est, scorpion il reste, même quand des centaines de milliards de dollars ont été déversés dans ses veines bancaires.

## Le paradoxe des parasites

L'autosatisfaction des grands banquiers fait toujours plaisir à voir. C'est ainsi que Baudouin Prot, directeur général de BNP Paribas, a annoncé fièrement dans le Figaro, le 18 février, qu'il distribuerait seulement 500 millions d'euros à ses acrobates financiers (traders et employés des salles de marché), contre 1 milliard les années précédentes. Cela fera en moyenne 125.000 euros de prime par employé tout de suite et autant étalés sur trois ans. Tant mieux pour les 4.000 heureux élus dont certains, plus égaux que d'autres, toucheront plusieurs millions par tête de pipe.

Pour tenter d'atténuer le scandale, le gouvernement a institué une « *taxe sur les bonus des banques* » qui devrait se monter à 360 millions d'euros (seulement) mais les banques ont droit à des déductions : elles ne verseront donc, à elles toutes, que 270 millions. Et seulement pour l'année 2010. Comme quoi la taxe sur les bonus n'a rien à voir avec la morale, ou la justice

---

[\[local/cache-vignettes/L15xH15/flechejpg-989812-32310.jpg\] Haut de page](#)

Ecrit le 24 février 2010

## Comment faire une bonne gestion de ses dettes ?

Il suffit d'utiliser diverses astuces financières conseillées par des banques de New York et de Londres, pour réduire un déficit en utilisant des "swaps de devises". Un outil qui permet de se protéger des effets de changes en transformant en euros la dette initialement émise en dollars et en yens. Ainsi, en Grèce, 1 milliard d'euros de dette aurait pu être gommé tandis que la banque Goldman Sachs aurait empoché 300 millions de commission. "Ce serait une honte s'il s'avérait que les banques, qui nous ont déjà amenés au bord du précipice, ont également participé à la falsification des statistiques budgétaires de la Grèce", a réagi la chancelière allemande, Angela Merkel. Mais la Grèce n'est pas isolée dans cette affaire : le savoir-faire des banques américaines a profité à de nombreux pays. Pour les Etats, ces opérations permettent de reporter la dette à plus tard. Et pour les banques, ce sont des promesses de marges juteuses.

Il n'y a que les particuliers en situation de sur-endettement, qui ploient, eux, sous le poids de la dette, de la honte et de l'inscription au fichier des incidents de paiement !